

ON CONTINUE...

avec l'UFR des industries chimiques CGT

l'édito

La reconquête d'une Sécurité sociale intégrale et solidaire doit être une priorité de toutes les organisations de la CGT

La CGT a toujours revendiqué une Sécurité sociale intégrale. Conçue par le CNR (Conseil National de la Résistance), alors que la France sortait de la guerre en ruine, la création de la Sécurité sociale fut une loi révolutionnaire qui visait à assurer à tous les citoyens les moyens d'existence dans tous les cas, et tout au long de la vie. Or depuis, les gouvernements libéraux successifs, pour de basses raisons économiques, ont tout fait pour remettre en cause ce conquies social. Avec des choix de politiques publiques basés sur le coût du travail et la compétitivité des entreprises, les déficits de la Sécurité sociale ne sont pas liés à une supposée mauvaise gestion mais aux crises du capitalisme. Et surtout aux réponses politiques qui n'ont comme seul objectif d'offrir l'argent de nos cotisations aux multinationales des banques et des assurances. En s'associant avec le capital pour lutter contre le salaire socialisé, par des exonérations de cotisations, par des rémunérations aléatoires, des emplois précaires, etc... échappant aux cotisations sociales, les gouvernements successifs ont réduit les sources de financement de la Sécurité sociale. En imposant des politiques d'austérité et des coupes budgétaires, ils ont fait de la santé une marchandisation dans laquelle les patients sont considérés comme des coûts.

Face à cette situation, nous devons passer à l'offensive en nous donnant tous les moyens de reconquérir notre Sécurité sociale fondée sur les principes qui ont présidé à sa création :

Unicité : institution unique qui doit couvrir tous les risques sociaux, maladie, accident du travail, vieillesse, décès, etc.

Universalité : la couverture doit être étendue à tous les citoyens.

Solidarité : intergénérationnelle, entre malades et bien portants ou en perte d'autonomie, la solidarité doit être financée par les richesses créées par le travail.

Démocratie : institution gérée par les assurés eux-mêmes.

Reconquérir notre Sécurité sociale, alors que nous fêtons ses 80 ans, est le plus bel hommage que l'on puisse rendre à son fondateur, Ambroise CROIZAT, ministre communiste et Secrétaire général de la Fédération CGT métallurgie.

La Sécurité sociale doit retrouver sa place centrale dans nos revendications dans le document d'orientation du 54^{ème} congrès confédéral : Une Sécurité sociale sans branche avec une caisse unique qui garantit des droits identiques à 100 % pour toutes et tous afin de sortir des inégalités que génèrent les assurances complémentaires. Le 100 % Sécu, grâce à la gestion directe, met fin à la marchandisation dans tous ces secteurs et garantit les mêmes droits à toutes et tous sur tout le territoire. Pour rappel la « gestion directe » dans le projet de Sécurité sociale intégrale a été voté au 53^{ème} congrès.

Sommaire

Une : L'édito • La question sociale au cœur des résistances et des mobilisations des retraites, le 2 avril • Plus que jamais, l'heure est à la mobilisation de tous les travailleurs pour la défense et l'amélioration de nos droits sociaux. p. 3 • L'orga-le point / Rien n'est gagné, restons mobilisés : Le 1^{er} mai est et restera férié, chôme et payé pour 2026 p.4 •



ON CONTINUE... avec l'UFR des industries chimiques CGT est une publication de la FNIC (Fédération Nationale des Industries Chimiques)

FNIC CGT Case 429 - 263 rue de Paris - 93514 Montreuil cedex

Tél. : 01 84 21 33 00 / www.fnic-cgt.fr / e-mail : contact@fnic-cgt.fr

Directeur de publication : **Serge Allègre**

Bimensuel - 1,06 euros / ISSN : 2112-2776 / Commission paritaire : 0129 S 08416

LA QUESTION SOCIALE AU CŒUR DES RÉSISTANCES ET DES MOBILISATIONS DES RETRAITES, **LE 2 AVRIL**.

Dans un contexte politique national et international qui cultive la peur, qui pousse au repli, à l'abandon, l'expression revendicative de ses besoins pour bien vivre sa retraite reste déterminante pour le plus grand nombre des retraités. Les retraités ont exprimé leur mécontentement vis-à-vis de la politique menée par le gouvernement qui continue à les stigmatiser en les accusant de creuser le pseudo-déficit de la Sécurité sociale et d'être à l'origine de la moitié de la dette publique de la France.

Plusieurs dizaines de milliers de retraités se sont mobilisés dans près de 120 rassemblements ou manifestations sur l'ensemble du territoire pour exprimer leur mécontentement contre le patronat et le gouvernement qui affirment que les retraités sont non seulement privilégiés, mais aussi responsables du déficit de la France et pour exiger :

- L'indexation des pensions sur les salaires avec un minimum de 2 400 € brut par mois.
- Une revalorisation immédiate de toutes les pensions de 10 %, comprenant les pertes cumulées depuis 2020 et augmentation des minima de pensions (Mico) de 300 €.
- La mise en place d'un pôle public de santé regroupant, organisant et coordonnant l'offre de soins de l'hôpital à la ville jusqu'aux patients, ainsi que la recherche et la production de médicaments, de matériels et dispositifs médicaux. La dépendance et l'autonomie seront partie intégrante de ce pôle public. Ce pôle public sera géré par la Sécurité sociale intégralement

financée par les cotisations sociales et sous contrôle des représentants des salariés et des patients, pour répondre au défi du vieillissement de la population, avec 30 % de retraités d'ici 2050.

- Reconquérir des services publics garants de solidarité, de citoyenneté et de cohésion sociale. Ce qui implique de dégager les services publics de toutes les règles marchandes, dont la mise en concurrence imposée par l'Union européenne, et de replacer le citoyen au centre des décisions.

Le 1^{er} mai 2026 doit aussi être une grande journée de mobilisation du monde du travail, des retraités, de la jeunesse, de l'ensemble de la population pour porter notre exigence de paix, de solidarité entre les peuples et des droits des travailleuses et travailleurs.

L'UCR CGT met en débat dans les sections de retraités la perspective d'une nouvelle grande journée nationale de mobilisation des retraités à l'automne pour peser dans la construction du Projet de Loi de Financement de la Sécurité sociale 2027 et sur les négociations des retraites complémentaires AGIRC-ARRCO.



PLUS QUE JAMAIS,

L'HEURE EST A LA MOBILISATION DE TOUS LES TRAVAILLEURS POUR LA DÉFENSE ET L'AMÉLIORATION DE NOS DROITS SOCIAUX.



Le 100% Sécurité sociale : une revendication pour protéger les travailleurs de la dictature du Capital.

Créée et mise en place en 1945 par Ambroise Croizat et les militants CGT pour protéger la population des aléas de la vie, la Sécurité sociale est une conquête majeure des travailleurs et le seul outil anticapitaliste pour lutter contre les politiques mises en place par le gouvernement et le patronat. Malgré les attaques incessantes portées par le patronat via les gouvernements successifs, la Sécurité sociale reste inévitable dans la vie de toutes et tous. Elle reste un projet révolutionnaire au cœur de la lutte des classes.

Le 100 % Sécu est un plan complet et concret de Sécurité sociale pour répondre aux besoins du 21^{ème} siècle. En luttant contre l'insécurité sociale, le 100 % Sécu est aussi le meilleur rempart contre les idées d'extrême droite. La reconquête de la Sécurité sociale grâce au projet du 100 % Sécu est donc plus que jamais nécessaire et urgente.

Le 100 % Sécu s'inscrit évidemment dans une opposition totale à ce changement de système et à l'étatisation de la Sécurité sociale. Un des préalables est le rétablissement des cotisations à un niveau suffisant par rapport aux besoins et comme source unique de financement avec la fin des exonérations et de la CSG. Il est impératif également de supprimer les lois de financement de la Sécurité sociale.

Il s'inscrit en revanche dans une consolidation du système originel afin de permettre une extension des droits actuels à 100% en intégrant par le haut ce qui constitue aujourd'hui le champ de la protection en santé, retraite et prévoyance. Il s'agirait aussi d'intégrer des régimes qui devaient être présents dans le projet initial et qui ne l'ont pas été, tels que l'assurance chômage et des régimes pionniers dits « spéciaux ».

Pour une reconquête de la Sécurité sociale.

Parce que notre système de Sécurité sociale solidaire a connu de nombreux reculs, il est nécessaire d'engager une démarche de reconquête fondée sur les principes qui ont présidé à sa création (unicité, universalité, solidarité, démocratie, partage des richesses créées par le travail). La Sécurité sociale doit permettre de sécuriser et de protéger les citoyens contre les aléas de la vie mais elle est aussi un outil de transformation sociale. Elle doit répondre aux besoins sociaux des populations aggravés par le système capitaliste tels que la perte d'autonomie, les carrières décousues, les inégalités femmes/hommes, les besoins de santé, l'urgence climatique, etc. Elle doit aussi permettre d'instaurer une société plus juste et démocratique au service des travailleuses et travailleurs et de toute la population (retraités, privés d'emplois, étudiants...).

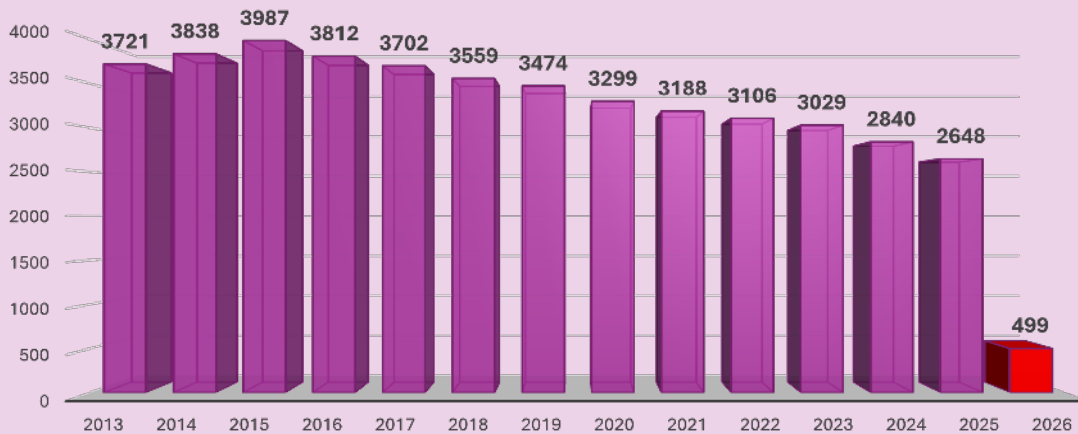
Il s'agit d'imaginer la Sécurité sociale du XXI^{ème} siècle pour conquérir une Sécurité sociale intégrale, un 100 % Sécu, sur la base du salaire socialisé. Cette Sécurité sociale intégrale doit être fondée sur le principe d'un système simplifié, clair et accessible. C'est pourquoi la Sécurité sociale doit devenir interlocuteur, collecteur et payeur unique. Elle doit être autonome grâce au retour des élections des administrateurs de la Sécurité sociale par les assurés sociaux et grâce à un budget décidé et géré exclusivement par les salariés.

Dans le projet du Document d'Orientation, qui sera soumis au vote du 54^{ème} Congrès confédéral, on ne peut que constater l'absence totale de cette revendication essentielle, alors que la précédente mandature avait très justement initié le projet ambitieux de **Reconquête de la Sécurité sociale** et de conquête d'un système de protection sociale modernisé pour répondre aux besoins des populations dans les domaines économiques, sociaux, sanitaires et environnementaux, alors que, dans les départements, militants et syndiqués se battent bec et ongles pour porter la sauvegarde de ce bien commun.

Intégrer le 100 % Sécu dans le document d'orientation du 54^{ème} congrès, implique de rattacher à la Sécu l'ensemble des parties qui en relèvent. Il s'agit notamment des parties suivantes : santé, autonomie et petite enfance, présentes dans la partie fonction publique, Sécurité sociale professionnelle dans la partie NSTS et enfin retraite, AT/MP, conditions de travail et handicap dispatchés dans la partie 2.

l'orga - le point...

FNI AU 9 AVRIL 2026



l'orga - le point...

**Rien n'est gagné, restons mobilisés :
le 1^{er} mai est et restera férié,
chômé et payé pour 2026.**

Ce lundi 13 avril, la CGT et les organisations syndicales ont obtenu que le gouvernement ne passe pas en force sur le 1^{er} mai et ne convoque pas la commission mixte paritaire, indispensable pour valider la proposition de loi. **La loi ne sera donc pas modifiée demain et le 1^{er} mai reste un jour férié, obligatoirement chômé et rémunéré où seuls de rares secteurs qui, en raison de la nature de leur activité, ne peuvent interrompre le travail, sont autorisés à faire travailler les salariés.**

La proposition de loi de Gabriel Attal, soutenue par la droite et l'extrême droite, et dénoncée par l'ensemble des syndicats, reposait sur un tissu de mensonges :

- Elle aurait favorisé les grands groupes, aux dépens du petit commerce indépendant de proximité et des artisans, qui peuvent déjà ouvrir le 1^{er} mai ;
- Elle ne se serait pas limitée aux boulangeries et aux fleuristes, mais aurait concerné tout le secteur du commerce, de la culture et de l'agroalimentaire ;

- Elle ne prévoyait pas le fait d'être réellement payé double (200 % pour la journée travaillée), et n'aurait pas garanti le fait d'être volontaire face au pouvoir patronal.

Alors que les macronistes voulaient faire du 1^{er} mai une «journée à fort potentiel commercial», le rapport de force a permis de faire reculer le gouvernement. La CGT remercie les dizaines de milliers de personnes qui se sont mobilisées pour interpellier les députés et signer la pétition ou manifester.

La FNIC-CGT appelle les travailleuses et les travailleurs à manifester massivement pour que ce jour reste payé et chômé pour tous les secteurs concernés quelle que soit la branche d'activité. ■

